

Pour ne pas se retrouver dans un an à constater de nouveaux reculs électoraux.

Les risques se conjuguent aujourd'hui, des risques internationaux et nationaux.

Au niveau international, c'est le risque d'aggravation des conflits armés, avec notamment celui du Moyen-Orient où se profile la perspective d'une nouvelle crise énergétique bien plus forte que celle que l'on a connu au début de la guerre en Ukraine. Cela aurait des répercussions économiques planétaires, des faillites en chaîne, du chômage massif et des reculs sociaux inédits.

Au niveau national, c'est d'ici un an le risque d'une prise du pouvoir par l'extrême-droite. Alliée avec une droite qui se radicalise, qui parle de rupture avec le macronisme jugé trop mou, le RN est plus que jamais valorisé par le grand patronat. Sa victoire électorale serait la porte ouverte à un régime encore plus autoritaire, discriminant, anti-syndical et donc une arme de destruction de tous les conquits sociaux.

C'est dans ce contexte que va se dérouler notre 40^e Congrès.

On me dira que quelles que soient les orientations que l'on va voter à ce congrès, on ne pourra pas empêcher grand-chose vu l'état de nos forces organisées et de notre influence électorale. Mais c'est oublier qu'il y a un troisième risque, car si on est incapable de clarifier nos orientations face au danger impérialiste et fasciste, c'est l'existence même du parti communiste français qui est en jeu.

Une base commune de discussion a été adoptée par le Conseil national.

La première partie se veut une analyse de la crise systémique, mais en réalité il n'y est traité que des effets de cette crise. Rien sur les causes et notamment sur les causes de l'aggravation actuelle dont la montée des impérialismes et du fascisme est le révélateur. Le stade actuel se caractérise par une révolution informationnelle qui entre en contradiction avec la bureaucratie mondialisée imposée par le grand capital. De cela la base commune proposée n'en dit pas un mot.

Pourtant cela devrait nous conduire, dans la seconde partie du texte, à proposer un projet centré non pas sur une planification étatique mais sur l'intervention autogestionnaire du monde du travail affrontant les choix du capital pour faire valoir les siens à l'échelle nationale et internationale.

Notamment le terme socialisme « aux couleurs de la France » n'est pas du tout adapté à la réponse qu'il faut apporter à un capitalisme plus que jamais mondialisé. De même on ne peut pas réduire l'internationalisme à la question de la paix comme cela est fait dans le texte.

Aucune solution à la crise du capitalisme ne peut être apportée durablement dans un cadre seulement national. Ce qui ne veut pas dire non plus qu'il faut attendre la révision

des institutions et des traités pour changer ce qu'il est possible de changer dans le cadre international actuel. On doit agir sur les deux tableaux avec une visée altermondialiste mais aussi avec des propositions d'application immédiate comme le fonds européen pour les services publics.

Enfin la définition du socialisme dans le texte du Conseil national est très étatiste. Le socialisme ne peut pas être défini par l'énumération de cinq piliers et la description d'une société des biens communs, le tout piloté par un État stratège.

Le socialisme, c'est le renversement de la classe dominante, l'inversion du rapport des forces entre classes antagonistes avec des pouvoirs que les travailleurs doivent arracher au capital jusqu'au dépassement définitif du capitalisme, donc jusqu'au communisme. Cela implique notamment de se battre sur le thème de la sécurité emploi-formation, formidable moyen d'émancipation qui donnera un avantage décisif aux salariés sur leurs employeurs.

La conquête du pouvoir politique n'est qu'un moyen pour accroître les pouvoirs des travailleurs, pouvoirs réels donc économiques, et non pas pour faire tout à leur place.

Concernant la troisième partie intitulée « le parti en action », il est regrettable qu'on ne tire aucune leçon du passé. On évoque seulement les municipales pour se féliciter d'avoir bien résisté. Mais on ne dit rien sur les européennes ni non plus sur nos difficultés persistantes à populariser des propositions vraiment communistes. Comment mobiliser les camarades qui veulent en découdre avec le capitalisme si nos dirigeants ont peur du mot « révolution » ou ne lui donne pas un contenu concret ?

De même, le texte affirme que nous sommes légitimes à présenter un candidat à la présidentielle. Mais il ne précise pas à quoi cela va servir. Or, à mon sens, il ne suffit pas de désigner un candidat et prétendre qu'il soit le meilleur pour rassembler à gauche : il faut qu'il fasse passer un message et un message très différent des autres candidats de la gauche.

Pour toutes ces raisons je ne voterai pas ce texte qui me paraît inacceptable en l'état et difficilement amendable.

J'ai apporté mon soutien à un texte alternatif : « résister et construire, ouvrir une nouvelle page du communisme ». Il est dans la continuité des orientations adoptées aux 38^e et 39^e congrès. Ces orientations nouvelles dénonçaient la stratégie du parti héritée du programme commun et qui, depuis la gauche plurielle jusqu'au front de gauche, nous a conduit à nous effacer, à ne plus oser avancer des idées qui nous soient propres.

Maintenant il est temps de mettre nos orientations en adéquation avec nos pratiques. Voilà ce que dit ce texte alternatif. Il apporte un point de vue critique sur nos pratiques politiques. Et c'est bien de cela dont nous avons besoin de débattre à ce 40^e congrès pour ne pas se retrouver dans un an à constater de nouveaux reculs électoraux.

Dominique ROUSSEL (fédération 13, section de Salon et région)